

27 leaders sociaux assassinés en Colombie depuis le début de l'année



Bogota, 28 janvier (RHC) L'Institut d'Etudes pour le Développement et la Paix a dénoncé l'assassinat de 27 leaders sociaux et défenseurs des droits de l'Homme en Colombie depuis le début de l'année.

La dernière victime de ces crimes a été Fernando Quintero, président du Conseil d'action communal de la vereda (type de subdivision territoriale des différentes municipalités du pays) de Guasiles, municipalité de Convencion, située dans la région du Catatumbo.

Le Bureau de la Haut-commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme en Colombie a exhorté les autorités à faire la lumière sur ce crime et à prendre des mesures structurelles pour améliorer les conditions de vie et la sécurité dans le Catatumbo.

L'assassinat a été enregistré après qu'un ancien guérillero des ex-FARC-EP et un membre de la communauté indienne aient été tués.

De son côté, l'organisation non gouvernementale Oxfam a récemment exhorté le gouvernement colombien à prendre des mesures de prévention efficaces dans un contexte marqué par la violence contre les leaders sociaux dans le pays.

«Nous rejetons les agressions et plus de 20 assassinats contre des leaders sociaux cette année. Nous exhortons le gouvernement national à prendre des mesures de prévention efficaces et concertées avec eux et avec leurs communautés».

L'organisation a également condamné les menaces proférées contre ces militants, dont des personnalités de la politique nationale comme la maire de Bogota (Claudia López), des sénateurs et des organisations de défense des droits de l'Homme.

Nous reconnaissons le travail important que ces organisations accomplissent sur leurs territoires dans la recherche de la paix, de la justice et de la vérité. Nous demandons au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la vie et le travail dans les territoires, a déclaré Oxfam.

Dans ce contexte, Carlos Ruiz Massieu, chef de la Mission de vérification de l'ONU en Colombie, a souligné que la sécurité était l'un des principaux défis pour la mise en œuvre de l'Accord de Paix signé en 2016 par l'État et l'ex-guérilla des FARC-EP.

Carlos Ruiz Massieu a déclaré que la sécurité des ex-combattants, des responsables sociaux et des défenseurs des droits de l'Homme dans les communautés était un sujet de préoccupation particulier dans certains départements comme le Cauca, Nariño et Chocó.

Il a également précisé que les rapports du secrétaire général des Nations Unies (António Guterres) énumèrent certaines des causes qui pourraient être à l'origine de cette violence, dont des économies illicites, la présence de groupes armés illégaux et l'absence de perspectives économiques.

C'est pourquoi il a évoqué la nécessité d'une mise en œuvre intégrale de l'Accord de Paix en précisant que celui-ci comporte différents points qui visent à traiter les problèmes susmentionnés.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/213080-27-leaders-sociaux-assassines-en-colombie-depuis-le-debut-de-lannee>



Radio Habana Cuba